



CTSD du 25 janvier 2022

« Préparation de rentrée 2022 dans les collèges du Territoire de Belfort »

Déclaration préalable au titre de la FSU90

Le début de cette déclaration est commune aux délégations FSU qui siègent dans les CTSD 2nd degré des quatre départements de l'Académie.

Depuis bientôt 5 ans, nous assistons à l'inexorable dégradation du service public d'éducation. Pendant ces 4 dernières années, les moyens alloués aux collèges des 4 départements n'ont cessé de baisser pour finalement se stabiliser, l'année prochaine, à un niveau particulièrement bas. Le Ministère impose sa politique d'économies, les rectorats répercutent ces baisses et il nous reste, ici, au niveau départemental, à assister à l'équitable répartition de la pénurie. Du Jacobinisme hérité de la Révolution et chargé de faire appliquer le principe d'égalité sur l'ensemble du territoire national, il ne reste que la verticalité d'un pouvoir pressé de renforcer le tri social par l'école et contre elle.

La crise sanitaire semble avoir révélé à une partie de l'opinion et à de nombreux usagers ce que les mensonges du Ministre ont de plus en plus de mal à masquer, les conditions d'enseignement n'ont cessé de se dégrader : suppressions de postes, hausse du nombre d'élèves par classe, dévoiement des dispositifs d'aide personnalisé, mutualisation impossible des AESH... Pour le ministre, et plus largement pour ce gouvernement, l'École est un coût, pas un investissement.

Depuis bientôt 5 ans, sur le terrain et ici dans ces instances, nous n'avons eu de cesse de dénoncer les conséquences de la politique ministérielle sur nos conditions de travail : le manque de postes de TZR, les HSA imposées, l'augmentation des postes partagés, le caporalisme institutionnel déguisé en réformes, les temps partiels contraints...

La forte mobilisation du 13 janvier dernier a montré le violent rejet dont le ministre fait l'objet. On est loin de « L'école de la confiance », la place est depuis longtemps déjà, à la défiance ; défiance que les récents déboires de ce dernier n'ont fait qu'accentuer un peu plus et dont les tableaux étudiés ce jour en sont l'ultime illustration.

Nous découvrons, avec la proposition de la répartition de la DGH pour la préparation de rentrée dans notre département, que nous sommes encore et toujours, bien loin du compte ! Elle se fera sans moyens supplémentaires comme si les années de pandémie n'avaient pas accentué les besoins pédagogiques. La FSU reste convaincue que sans recrutement à la hauteur des besoins et sans diminution des effectifs de classe, la situation ne fera que s'aggraver.

Pour une perte de 103 élèves, 6 divisions sont supprimées ! La hausse des effectifs s'accroît mécaniquement. Pour preuve, les effectifs moyens seront supérieurs à 29 élèves par divisions dans 6 niveaux de 6 collèges différents ! Quel intérêt y a-t-il à maintenir des élèves entassés dans des classes dès la 6^{ème}, frisant et dépassant parfois les 30 par classe, dans plusieurs collèges du département. Dans ces conditions, nous ne comprenons pas comment le H/E peut augmenter !

Par ailleurs, nous déplorons une répartition faite sans prise en compte des réalités du terrain : pour preuve, des divisions sont créées dans certains collèges au détriment d'autres, dans le seul but de respecter les préconisations d'effectifs induites par l'IDS. Cette logique purement comptable met grandement en difficulté des établissements qui seront obligés de puiser dans leur marge d'autonomie pour avoir des effectifs supportables.

Au vu de la situation de certains établissements du département, il est urgent de revoir la carte de l'Education Prioritaire pour une répartition plus juste et réaliste des moyens. En outre, nous nous interrogeons sur les critères d'attribution de l'IDS, notamment l'indice d'éloignement qui agit de manière défavorable sur notre Territoire et nous conduit à avoir 60 % des collèges avec un IDS maximal, à 5 sur 5, induisant des

préconisations d'effectifs trop élevées. Nous aurions souhaité avoir des tableaux plus détaillés pour avoir une vue plus précise et globale de la situation et des publics accueillis dans les établissements.

Enfin se pose la question de la politique d'inclusion des élèves de 6ème pré-orientés en Segpa menée depuis trois ans dans le Territoire et dont le bilan ne nous a toujours pas été fourni. A la lecture des documents, ce dispositif est-il reconduit ? Si oui, avec quels moyens et dans quelles conditions ?

De même, quels sont les effectifs et quels sont les moyens pour les élèves d'ULIS et d'UPE2A ?

Soyez sûre, madame l'Inspectrice, que nous ne sommes en rien résignés. Notre attachement au service public en tant que citoyens et agents, nous commande de lutter contre cette politique de destruction et contre sa communication qui tente de changer le plomb en or. Pour toutes ces raisons, la FSU appelle à se mobiliser le jeudi 27 janvier prochain.